

Unité & Action

Et sans tendance

Septembre 2026

Conseil National

FSU-SNUipp



SUR TOUS LES FRONTS !



ADHÉREZ À LA FSU SNUipp



Moyens pour l'école inclusive, revalorisation salariale, améliorations des conditions au travail, bâti scolaire et droit à la santé... les urgences revendicatives ne manquent pas en cette rentrée pour les PE et AESH !

Alors qu'il y a urgence à prendre les justes mesures fiscales pour abonder les recettes de l'Etat, le gouvernement reste empêtré dans le dogme d'une réduction des dépenses publiques. La mobilisation massive des personnels dans l'action collective est donc plus que jamais impérative. Des rendez-vous sont déjà bien identifiés. Après l'action à la CNH le 4 septembre, les marches pour le climat du 26 et la grève unitaire de la Fonction publique du 29 doivent permettre d'engager le travail de conviction pour rassembler et peser sur le débat budgétaire.

Alors qu'en ce début de campagne présidentielle, des candidats présumés multiplient les promesses de revalorisation salariale des enseignant·es, le risque est que nombre de nos collègues, épuisés par les années Macron, se laissent aller au découragement voire au cynisme, lit d'une extrême droite à l'affût. Il nous appartient de leur redonner espoir pour les embarquer dans les dynamiques collectives.

Le contexte de la démographie scolaire est favorable pour à la fois transformer l'école, baisser les effectifs, développer le "Plus de PE que de classes", abonder les postes spécialisés, mieux former et surtout mieux rémunérer PE et AESH, enfin fonctionnarisés.

La lutte nous appartient !

DANS CE NUMÉRO :

Inclusion : Pas sans les AESH

Syndiquer, c'est la priorité

Marcher pour le climat et les droits des personnels

Moyens pour l'école

Carte scolaire : jamais sans les personnels

Attaques numérique et les directions le Men Hors sol

3 questions à Angélique PIELACH, co-SD 51



ENJEUX

ABONNEZ VOUS À



unite-action.fr

et soutenez le courant
unitaire de la FSU

INCLUSION : “PAS SANS LES AESH”



L'École Inclusive participe à la construction d'une société accessible à toutes et à tous. La loi de 2005 apporte deux principes autant essentiels que complémentaires : l'accessibilité et la compensation. Les AESH sont une des composantes possibles de la compensation. A travers une nouvelle notion “d'accessibilité pédagogique”, il est envisagé (rapport IG, discours du président du CNCPE en conclusion de la CNH...) de réduire le nombre d'AESH. Or l'école ne peut se passer de ces personnels, pour construire une inclusion réelle. Leur diminution dégraderait l'accompagnement des élèves et alourdirait la charge des équipes déjà confrontées au manque de moyens et de formation.

L'accessibilité ne peut devenir un prétexte pour faire des économies en faisant reposer l'inclusion sur les seul·es enseignant·es à travers un contrôle encore accru des pratiques. Elle doit se construire avec l'ensemble des personnels et selon les besoins des élèves. Les AESH sont un maillon essentiel de la construction d'une école pleinement inclusive avec des personnels traités dignement pour un meilleur accompagnement des élèves vers une citoyenneté inclusive.

Faire l'inclusion sans les personnels c'est le nouveau credo gouvernemental comme l'a dénoncé la FSU-SNUipp qui a bataillé pour porter la voix des PE, AESH et psyEN lors de la CNH.

SYNDIQUER, C'EST LA PRIORITÉ !

À l'approche des élections professionnelles, la syndicalisation constitue le socle fondamental de notre activité et le levier indispensable pour bâtir un rapport de force puissant. Conserver notre position majoritaire donne à notre organisation les moyens de défendre efficacement nos conditions de travail, nos salaires, de faire respecter l'ensemble de nos droits et de porter notre vision d'une école égalitaire et émancipatrice.

Pour consolider notre représentativité, l'ancrage et le travail de terrain sont déterminants. Si la progression constante de la syndicalisation chez les AESH démontre la vitalité de notre collectif, la fidélisation des PE actives et actifs demeure un enjeu crucial. Dès cette rentrée, il nous faut également avoir une attention particulière envers les nouveaux et nouvelles syndiquées leur permettant de se sentir accueillies au sein d'un collectif (webinaire, stage d'accueil, tournées d'école ciblées, appel téléphonique individualisé...).

Lors de nos tournées d'écoles, RIS et stages, transformons cette proximité en engagement pérenne : chaque nouvelle adhésion renforce notre collectif pour faire grandir la FSU-SNUipp et progresser aux prochaines élections professionnelles.



MARCHER POUR LE CLIMAT ET LES DROITS DES PERSONNELS

Les canicules de mai et juin, avec leur lot de fermetures d'écoles inadaptées aux conséquences du réchauffement climatique, ainsi qu'un été qui a battu tous les records de chaleur, imposent une réaction politique à la hauteur. Nos élèves ne peuvent être privés d'école régulièrement. Leur santé ainsi que celle des personnels doit être préservée. Loin de ces impératifs, le gouvernement rabote 40 des 60 millions du plan d'urgence canicule. Diagnostic du bâti, plan national de financement annuel de 5 milliards sur 10 ans, adoption de normes de températures... les solutions existent.

Parce que sont en jeu la santé des personnels, la santé publique, la justice sociale et écologique, la FSU-SNUipp doit prendre toute sa part dans les mobilisations de la société civile pour y faire converger revendications écologistes et syndicales.

PLANIFICATION PLURI-ANNUELLE : QUELS MOYENS POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE?

L'expérimentation de la planification pluriannuelle de la carte scolaire, lancée dans 18 départements est déjà annoncée comme généralisée à tout le territoire pour 2027.

Encore une fois, le ministère lance une expérimentation, la généralise l'année suivante sans aucun bilan effectué. Pourtant, un bilan existe, celui des départements concernés.

Les remontées dessinent une orientation claire. À partir de projections à trois, cinq ou dix ans, l'administration construit avec préfets, intercommunalités et élu-es des scénarios intégrant écoles, transports, bâti ou collèges. Regroupements, fusions et fermetures sont en toile de fond, sans garantie sur les moyens. Cette méthode déplace la responsabilité politique. L'État fixe une enveloppe insuffisante, mais demande aux territoires d'organiser la pénurie. Les fermetures ne seraient plus assumées comme la conséquence de choix nationaux : elles deviendraient les conclusions partagées d'un « projet de territoire ».

Saisir l'opportunité de la baisse démographique

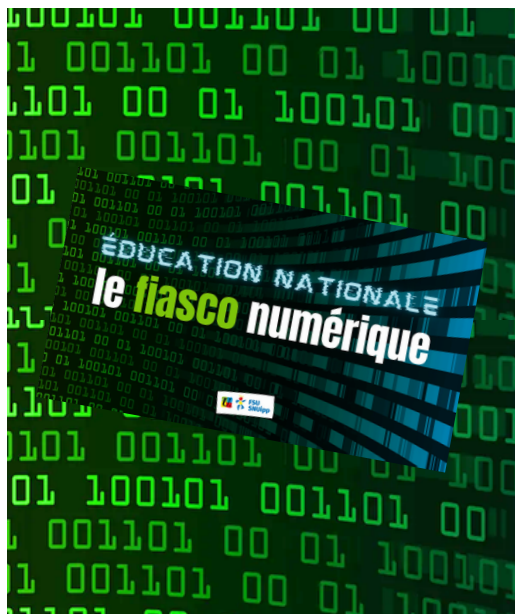
L'enjeu est majeur dans les espaces ruraux confrontés à la baisse démographique. L'école n'y est pas un équipement isolé : elle conditionne l'attractivité des communes, les mobilités et le maintien des services publics. Sa fermeture peut allonger les transports, fragiliser une commune et laisser le privé comme seule offre de proximité.

Pour autant, défendre chaque école ne peut être l'unique horizon. Une planification utile doit articuler éducation et aménagement du territoire en partant des besoins, non des économies attendues. La baisse démographique doit servir l'école publique : réduire les effectifs là où c'est nécessaire, renforcer les RASED, l'inclusion et les équipes, préserver un maillage de proximité. Généraliser sans bilan révèle le cap choisi : territorialiser les décisions pour mieux faire accepter le désengagement de l'État.

« CARTE SCOLAIRE : JAMAIS SANS LES PERSONNELS ! »



Dans les départements expérimentateurs, le dialogue s'organise d'abord entre autorités académiques, préfets et réseaux d'élu-es. Les organisations représentatives des personnels sont trop souvent écartées ou consultées lorsque les scénarios sont déjà construits. Pourtant, aucun projet scolaire ne peut se passer de l'expertise de terrain des personnels ni de l'expression de leurs besoins. La FSU-SNUipp agit à tous les niveaux pour que les CSA et CDEN conservent leurs prérogatives et que le dialogue entre l'Éducation nationale et les représentant-es élu-es des personnels redevienne central dans la programmation des moyens.



ATTAQUES NUMÉRIQUES ET DIRECTION D'ÉCOLE, LE MEN HORS SOL !

Alors que suite aux cyber-attaques de l'été, des écoles restent privées d'accès aux outils numériques et que la 2e version d'ONDE désespère directeurs et directrices, le ministère s'estime généreux en accordant une semaine de délai pour la remontée des données chiffrées. Rien qui ne vienne au secours des directions d'école empêchées de communiquer avec parents et partenaires, de réaliser admissions et éditions de listes d'élèves et de fiches de renseignements. Au côté des personnels, la FSU-SNUipp rappelle que la priorité absolue est d'accorder temps et moyens au bon fonctionnement des écoles !

3 QUESTIONS À :

**Angélique PIELACH, co-secrétaire
départementale de la FSU-SNUipp de la Marne**



“DIRECTION LES ÉLECTIONS”

1 Comment se traduit la campagne “L'école c'est nous” dans le département ?

Tout d'abord, nous appelons nos collègues pour leur demander comment s'est passée leur rentrée et leur parler des élections professionnelles. Des tournées d'école, des stages et des RIS sont aussi organisés. L'idée, être au plus près des collègues.

Notre grande nouveauté : les réseaux sociaux avec notre MEnu - la Marne Enseignante numérique. Nos collègues sont présent·es sur les RS sans toujours avoir le temps de lire nos publications papier. C'est un outil qui permet une réaction en temps réel au sujet de l'actualité. Des articles sont transformés en post ou en réel pour informer rapidement ou renvoyer par QR code à la version papier.

Celle-ci a aussi évolué avec un dossier de 4 pages, façon FSC avec l'objectif de gagner au maximum en visibilité.

2 Quels sont les sujets mis en avant par la section et pourquoi ?

L'important c'est de partir de ce qui intéresse nos collègues.

Ici comme ailleurs, le sujet de l'école inclusive revient souvent. Manque de places en IME, équipes en souffrance, minimisation de la part de l'institution... En plein déploiement des PAS cela génère aussi un grand nombre de questionnements.

Ensuite, et parce que ce sont nos syndiqué·es et nos militants et militantes de demain, il nous a semblé important d'investir la question des débuts de carrière. L'idée étant de créer un lien de confiance en allant à leur rencontre dès l'INSPÉ, ce qui permet aussi de debunker le discours de certains professeurs qui peuvent dire que se rapprocher d'un syndicat peut être dangereux.

Un stage FSU sera prochainement consacré à l'écologie car c'est un sujet qui intéresse de plus en plus.

3 Que permet l'outil du national avec l'appel à voter ?

C'est d'abord un gain de temps et d'énergie militante. Il permet une diffusion plus large et plus rapide de l'appel à voter via un QR code diffusé sur tous nos supports numériques.

La diffusion du trombinoscope renforce notre visibilité. Une photo attire plus l'œil qu'un simple nom. Nos collègues reçoivent ainsi comme un petit rappel “Ah c'est elle qui m'a accompagné·e”, “C'est lui que j'ai croisé dans tel rassemblement” ou encore “Je l'ai vu dans un stage ou une école”. Rendre ainsi visibles des collègues connu·es dans leur circonscription permet de faire le lien entre des militant·es, les sujets abordés ou défendus par elles et eux et le syndicat.

**“L'important c'est de partir de ce qui
intéresse nos collègues.”**

A vos agendas !

- mercredi 15 septembre : Réunion mi CN
- lundi 9 novembre : Réunion mi CN
- Du Jeudi 3 au Jeudi 10 décembre : élection professionnelles

Ont participé à ce numéro :

Virginie Aklouat, Elise Arnol, Franck Brock, Arnaud Cochard-Prier,
Magdalena Conca, Marc Enjalbert,
Aurélien Gagnier, Sophie Grenon, Marie-Hélène Plard,
Virginie Sapia, Rachel Schneider, Nicolas Wallet

Unité & Action
Et sans tendance

**Adhérez à Unité et Action et Sans Tendance
et soutenez le courant dans la FSU-SNUipp**

L'association a pour objectif de développer notre tendance et de lui apporter les moyens nécessaires à son fonctionnement. Au sein de la FSU-SNUipp, adhérez à l'association “Unité et Action et Sans tendance”



ua-snuipp-fsu.fr

